

PAO et presse alternative en Afrique du Sud

PAR PHILIP MACHANIK

(TRADUIT ET ADAPTÉ DE L'ANGLAIS PAR D. DESBOIS)

" Vos droits s'en vont ! Alors prenez la plume
Et chargez-la d'encre. Assis, tous armés,
Sans hésiter, faites feu de votre plume "

I.W.W. CITHASE

L'article qui suit, adapté de l'anglais, brosse un historique de la presse alternative en Afrique du Sud et présente les difficultés opposées à la libre publication sous l'état d'urgence : l'interview d'un des responsables de cette presse alternative, Irwin Manoim, permet d'évaluer l'apport des outils de publication assistée par ordinateur (PAO) dans un tel environnement. L'auteur de cet article Philip Machanick, est un chercheur post-gradué du département d'informatique de l'Université du Witwatersrand à Johannesburg.



La légende de la Silicon Valley prétend que Steve Jobs, lorsqu'il voulut débaucher John Sculley de chez Pepsi-Cola et le convaincre de travailler pour Apple, lui posa simplement cette question : "Voulez-vous changer le monde ou bien passer le reste de votre vie à vendre de la limonade ?". Les esprits caustiques feront remarquer que Sculley s'est employé à changer Apple plutôt que le reste du monde, et pour ce faire n'a pas hésité à renvoyer son propre patron. Néanmoins, il se pourrait que dans des contextes différents les technologies informatiques induisent de réels changements.

Mais alors, pourquoi choisir celui de la "presse alternative" en Afrique du Sud ?

L'Afrique du Sud est une société polarisée entre une majorité d'exclus et une minorité de privilégiés, la concentration des richesses y est extrême : en particulier les grandes entreprises de presse, comme les quotidiens nationaux, sont depuis longtemps passées sous le contrôle des cercles du pouvoir ; en conséquence la presse alternative y joue un rôle tout à fait disproportionné par rapport à son impact réel dans les autres sociétés industrielles de la sphère d'influence occidentale.

Les origines

Les premiers exemples de presse alternative en Afrique du Sud, appa-

raurent à la fin du siècle dernier : en 1870 voyait le jour un journal missionnaire intitulé *Isigidimi Sama Xhosa* qui devint 6 ans plus tard la première publication éditée par un africain Elijah Makiwane. Les "modernistes" soutenant la cause de l'émancipation politique et du droit à l'instruction pour les africains, s'opposaient alors aux "paternalistes" pour qui les divisions tribales devaient être entretenues afin d'exercer un pouvoir colonial ferme sur la population noire. C'est dans les premiers balbutiements de cette presse évangéliste que plongent les racines du nationalisme africain : en 1881, John Tengo Jabavu, l'un des fondateurs de ce qui deviendra plus tard l'ANC, prend la direction de *Isigidimi Sama Xhosa*. Dès 1887, Jabavu fonde

avec l'aide financière de libéraux blancs son propre journal *Imvo Zabantsundu* - l'une des seules publications rescapées de cette époque.

En ce début de siècle, les débats se focalisent de plus en plus sur les problèmes constitutionnels qui aboutiront au vote de la constitution de l'Union sud-africaine (1910) privant les noirs des principaux droits politiques. C'est alors que Sol Plaatje, un autre membre fondateur de l'ANC, devient le directeur en 1901 de l'une des premières publications entièrement financées par des africains, *Koranta ea Bokoana*. En 1906, les difficultés financières entraînent le rachat du journal par des capitaux blancs. Une tentative ultérieure de Plaatje, financée par des propriétaires ruraux africains s'avérera plus heureuse puisque *Tsala ea Bokoana* atteindra un tirage de plusieurs milliers d'exemplaires avant que son activisme politique ne le conduise au dépôt de bilan en 1912. Sans se laisser démonter, Plaatje fonde un nouveau journal la même année : *Tsala ea Batho*. Malgré les débuts prometteurs de cette publication, Plaatje contraint de consacrer toute son énergie à la campagne contre la réforme agraire de 1913 ("1913 Land Act") visant la ruine des exploitants agricoles africains, ne peut éviter la faillite du journal.

A la même période, Langalibale Dube, l'un des pères de l'ANC, fonde en 1903 l'un des journaux les plus fameux de son époque, *Ilanga lase Natal*, encore publié de nos jours bien qu'il ait perdu son indépendance.

Dans cette première phase liée à la montée du nationalisme africain, le contenu de ces publications ne remettait pas en cause la souveraineté de l'Empire britannique et plaidait même pour une intervention auprès des autorités impériales afin de tempérer les politiques raciales menées par le gouvernement local de la colonie. Ce qui s'accorde avec le ton général adopté par l'ANC avant l'arrivée au pouvoir du Parti National en 1948 : délégations et remise de pétitions plutôt que marches de protestations et campagnes de boycott.

Les années 50 verront apparaître un style de protestation plus vigoureux et corrélativement, une presse plus militante. Parallèlement, le harcèlement de la censure ira en s'intensifiant. Sous la bannière de la "lutte contre le Communisme", le gouvernement du Parti National s'attribuera lui-même des pouvoirs discrétionnaires afin de réduire au silence non seulement les journaux mais aussi les associations et, pour finir, les individus.

Le développement des pressions politiques

A l'époque des pionniers, de simples pressions financières suffisaient pour interrompre la parution ; cependant, avec la venue au pouvoir du Parti National, les pressions politiques devinrent la principale cause de disparition des titres. La liste des publications suspendues par le gouvernement comprenait alors les journaux d'opinion tel que le *Guardian* (gauche libérale) et des entreprises commerciales ciblées vers un lectorat noir tel que le *World* et le *Weekend World*. Le *Guardian* fut fermé lors de la campagne de répression des années 50 dont le point culminant fut en 1960, l'interdiction de l'ANC et du PAC (Congrès Pan-Africain). La fermeture du *World* et du *Weekend World* intervint en 1977 lors de la répression des organisations anti-gouvernementales qui suivit l'émeute de Soweto en 1976.

Moins de 10 ans après l'interdiction de *World* une nouvelle vague de publications alternatives reprit le flambeau. La principale impulsion est venue de la création de l'UDF (Front Démocratique Uni) lancé en 1983 pour faire pièce à la dernière initiative constitutionnelle du gouvernement. Les projets gouvernementaux visaient à institutionnaliser une représentation parlementaire ségrégationniste pour certains groupes raciaux minoritaires (indiens, métis...) basée sur un système de chambres distinctes tout en excluant la majorité des africains noirs dont l'exercice des droits politiques était restreint à la souveraineté tribale limitée des "homelands" et à certaines structures locales de gestion. Parmi les organes d'information les plus résistants de cette presse alternative, figurent les journaux communautaires tels que *Graasroots* et *Saamstaan*.

Malgré son poids politique considérable, la presse alternative en Afrique du Sud est restée fragile sur le plan financier : peu de journaux atteignent un tirage de l'ordre des 10 000 exemplaires et ceux qui réussissent à survivre plusieurs années sont encore moins nombreux, tandis que les survivants perdent tout caractère "alternatif" lors de leur rachat par des groupes de presse plus importants. Cependant, depuis 1985, des développements significatifs sont intervenus dans cette lutte. Le *Rand Daily Mail* fut pendant longtemps à l'origine d'une des critiques de la politique gouvernementale parmi

les plus féroces de la presse commerciale. Après une série de mésaventures dues au retrait de certains commanditaires conservateurs, la gestion financière du journal devient déficitaire. Un groupe de presse rival se saisit alors de cette opportunité pour lancer une stratégie commerciale agressive destinée à capter les ressources publicitaires du *Mail* et de sa publication hebdomadaire jumelle, le *Sunday Express*. Le *Mail* et le *Sunday Express*, la meilleure publication dominicale du pays, furent contraints au dépôt de bilan. Bien que des rumeurs aient circulé sur le rôle joué par des pressions gouvernementales, les propriétaires ont toujours affirmé qu'ils avaient jeté l'éponge pour des raisons financières.

Certains parmi les journalistes licenciés rassemblèrent alors leurs ressources pour acheter des "MacIntosh" et une "LaserWriter" et c'est ainsi que débuta l'aventure du *Weekly Mail* - le premier journal sud-africain composé en micro-édition. Menaces gouvernementales mises à part, le *Weekly Mail*, pour sa troisième année d'existence se porte de mieux en mieux, avec un tirage dépassant les 20 000 exemplaires. Depuis, il a été rejoint par d'autres hebdomadaires nationaux plus modestes mais également micro-composés : *South* (principalement vendu à Cape Town) et *New Nation*.

Les ordonnances sur la presse

Les ordonnances sur la presse font partie intégrante de l'état d'urgence instauré en Juin 1986 et renouvelé depuis à deux reprises. Stoffel Botha, ministre de l'intérieur, est l'inspirateur de ce cadre réglementaire ad-hoc.

Étant donné la complexité de cette réglementation, ce qui suit n'est qu'un aperçu du processus bureaucratique qui conduit à l'exclusion d'un titre de presse.

Si le ministère de l'intérieur décide qu'un article -ou un ensemble d'articles- pose un problème de sécurité, fût-ce par effet cumulatif, le ministre peut avertir la publication concernée par un courrier lui signifiant qu'elle a outrepassé les ordonnances sur la presse relatives à l'état d'urgence. Afin de l'aider dans la tâche délicate qui consiste à déterminer si l'article est subversif, le ministre se fait assister par un comité d'experts anonymes.

Une fois cette mise en garde reçue, les responsables de la publication disposent d'un délai de deux semaines

Changer l'édition

L'évolution technologique en informatique permet désormais de disposer d'équipements relativement bon marché pour effectuer la composition d'un périodique. Quel en est l'impact sur la viabilité de la presse alternative en Afrique du Sud ? Interview d'Irwin Manoim pour en savoir plus.

Bien que le *Weekly Mail* ne réalise pas le plus fort tirage de la presse alternative actuelle (cet honneur revient au *New Nation*), il s'agit de la première rédaction à adopter les outils de la micro-édition, cela semble une raison suffisante pour suivre Irwin Manoim, l'un des responsables de publication ; afin de lui poser quelques questions :

Quels sont les bénéfices que la presse alternative peut attendre de la micro-informatique ?

La principale différence, c'est d'être capable de passer d'une parution non-régulière à une publication périodique. Avant la micro-édition, il fallait se battre pour respecter les délais, avec parfois le concours de sous-traitants. Maintenant, on ne réalise pas davantage de recettes mais on tient les délais et on sort régulièrement.

Trouvez-vous le Macintosh facile d'emploi ?

C'est plus facile que la composeuse traditionnelle mais peut-être pas aussi intuitif qu'on le dit parfois. Beaucoup de gens utilisent Wordstar, par exemple. Le manque de touches de contrôle pour l'élaboration des formats a certains inconvénients ; il peut être difficile de changer globalement le format. Mais les novices se familiarisent beaucoup plus vite aux techniques dactylographiques avec le Mac. Postscript constitue un progrès énorme : plusieurs fonctions, telles que la rotation d'une chaîne de caractères, les graphiques, les grisés et les fenêtres, n'existaient même pas sur les anciennes composeuses.

Avez-vous eu des problèmes de logiciel ?

Quand nous avons commencé la micro-édition, le logiciel était des plus rudimentaires. Maintenant les problèmes sont moins ardu. Une rédaction a besoin de communiquer, cela nécessite un bon serveur de fichiers. Au début, nous utilisions MacServe mais il a ses limites. TOPS est meilleur : il n'est pas plus rapide mais plus souple d'emploi et mieux adapté au contexte d'une rédaction - en particulier pour la co-édition.

Apple ayant été une des premières compagnies à quitter l'Afrique du Sud, l'absence de support a-t-elle posé des problèmes ?

Nous n'attendons pas grand-chose des revendeurs, les délais d'intervention sont trop longs, la maintenance n'est pas fiable et le "support" officiel du constructeur n'y change rien. En général, nous subissons les pannes et nous ne pouvons y remédier.

Quels conseils pouvez-vous donner à ceux qui se lancent dans la micro-édition ?

Ne pas être obsédé par la mise en page, en essayant de tout faire à l'écran. C'est souvent utile de pouvoir disposer de tables de montage traditionnelles. Vous pourrez au moins vous en servir pour découper vos illustrations. Les scanners sont lents,

consomment beaucoup d'espace-disque et les images numérisées retardent l'impression. Si vous sortez un hebdomadaire en format tabloïd, la page n'est pas montée en une seule étape. Le matériel s'accumule sur une semaine et la page est constituée de modules qui ne peuvent être réalisés tous à la fois. Cela favorise le montage manuel classique. Les portables autonomes sont très utiles - en particulier pour les reportages en direct, disposer d'un modem interne se révèle indispensable pour un journaliste et ces machines sont vraiment conviviales.

Est-il vain d'espérer que l'Afrique puisse mieux défendre ses intérêts en créant une industrie locale de la communication basée sur la micro-édition ?

Les technologies intermédiaires peuvent offrir une base de développement à la presse africaine. Mais redresser la balance des échanges informationnels du Tiers-Monde est une autre affaire. La structure commerciale des services d'information est située aux États-Unis et en Europe - et ces services fournissent ce que veulent leurs clients. Je ne suis pas convaincu que la création d'agences de presse africaines nous soient d'un grand secours.

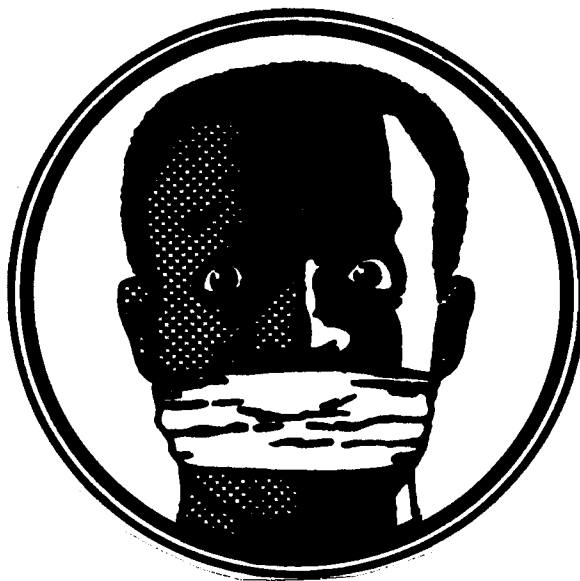
Quelles sont les principales difficultés auxquelles doit faire face la presse alternative sud-africaine ?

Sous l'actuel état d'urgence, le gouvernement dispose d'une procédure complexe pour interrompre la parution d'un titre - laquelle procédure est principalement conçue pour étaler le processus administratif afin d'étouffer les protestations. En ce moment, le *New Nation* est suspendu pour trois mois et il est probable que le *South* le soit bientôt (en fait le *South* a été suspendu quelques jours après cette interview ; depuis ces deux publications ont refait surface).

Quel est l'avenir de la presse alternative sud-africaine ?

Il est absolument évident que le gouvernement s'apprête à suspendre systématiquement d'autres publications ; espérons toutefois qu'il y ait des exceptions (il y a depuis peu, un changement de stratégie). Historiquement, la presse alternative passe par des phases de latence puis de résurgence.

Nous en sommes maintenant à la troisième vague d'interdictions. Cela ne signifie pas la fin de la presse alternative bien que certaines publications puissent être interrompues. La stratégie la plus récente consiste à suspendre certains titres spécifiques sans interdire les organismes de presse. Le préjudice financier même pour une suspension temporaire est énorme. Ces journaux reposent sur le cash-flow pour fonctionner. Certains peuvent trouver refuge dans l'offre de services éditoriaux en micro-édition, pour survivre jusqu'à la levée des mesures d'interdiction. D'autres sont soutenus par des organismes extérieurs tel que les organisations confessionnelles. Là encore, la survie d'une publication interdite exige un lourd sacrifice financier de la part de ses sponsors.



A BAS L'APARTHEID

pour se justifier. Le ministre peut demander alors des précisions ou bien, s'il rejette la justification, publier une circulaire au journal officiel (*Government Gazette*) notifiant publiquement qu'une action est en cours contre cette publication.

A la suite de quoi, le ministre peut adresser un autre courrier au responsable de publication, évoquant la possibilité d'une suspension pour un délai maximal de trois mois. Les responsables effectuent des démarches auprès du ministre : si celui-ci les rejette, le journal est définitivement suspendu. Bien qu'il soit vraisemblable que des considérations commerciales fassent fi de ces détails techniques, il faut noter qu'à ce stade, la publication n'est pas encore interdite ... comme on le voit, la nuance est d'importance.

Quel type d'article peut-il être considéré comme subversif par le ministre et ses conseillers ?

Le *Weekly Mail* a reçu un avertissement pour avoir cité Govan Mbeki, un responsable de l'ANC libéré après une longue période d'emprisonnement. Les propos cités par le journal avaient été tenus lors d'une conférence de presse organisée par ce même ministre de l'intérieur... Les griefs formulés par ce militant avaient été par ailleurs largement diffusés puisque les principaux quotidiens nationaux les avaient évoqués dans leurs reportages.

Cela confirme la principale règle du jeu : seuls les organismes de presse pro-gouvernementaux peuvent citer impunément des organisations interdites comme l'ANC. Sans quoi, il est facile pour un journal de tomber sous le coup de "l'effet cumulatif".

Le renouvellement annuel de l'état d'urgence pour 1989 a vu se modifier les modalités d'application du contrôle de la presse. La stratégie gouvernementale semble conduire à un assouplissement concernant les publications associatives tout en restreignant plus sévèrement leur liberté de publication -étant entendu que la procédure administrative permettant l'interdiction d'un titre demeure. *South* circule à nouveau et le *New Nation* a refait surface peu après. Cependant la liste des thèmes ne pouvant faire l'objet d'informations publiques s'est étendue. Il est désormais illégal de citer des organisations interdites, fût-ce en rapportant l'opinion d'un expert univer-

sitaire. Il est interdit d'appeler au boycott des élections municipales (octobre 1989) partie intégrante de la stratégie de "réformes" politiques du gouvernement. Même les journalistes travaillant pour les agences de presse les plus connues et les principaux quotidiens nationaux doivent se faire recenser auprès de l'administration.

Les effets de ces nouvelles ordonnances dans le domaine de l'information restent à analyser ; d'ores et déjà, il semble probable que leur application serviront de test dans le domaine des libertés publiques puisque certaines organisations tentent d'obtenir leur abrogation par voie de justice.

L'après-Botha ?

Durant la rédaction de cet article, le gouvernement a pu suspendre -puis autorisé à reparaître- deux journaux. Cette stratégie récente semble être conçue pour permettre aux organismes de presse de travailler tout en organisant de nouvelles restrictions sur ce dont ils peuvent rendre compte. Cela ne signifie pas que la procédure de suspension n'existe plus, mais qu'elle peut être

utilisée à n'importe quel moment. Ainsi qu'on peut le constater, d'après la description du train de mesures gouvernementales, fermer un journal peut prendre un certain temps. Comme le fait remarquer Manoim, cette stratégie est destinée à prévenir les campagnes de protestation, mais le délai accordé par la procédure peut être mis à profit pour les organiser. Lorsque le *Weekly Mail* fut sur le point de fermer, une campagne internationale organisée par les éditeurs et les lecteurs força le gouvernement à reconsidérer sa décision.

D'autres publications sont plus vulnérables : leurs lecteurs peuvent ne pas être en mesure de financer les publicités nécessaires ou de mobiliser des campagnes épistolaires massives, bien qu'elles soient soutenues par des organismes fédératifs tels que l'ACAG (*Anti-Censorship Action Group*). Tant que le gouvernement optera pour une stratégie de censure des articles sans renoncer à la politique de suspension des titres, les temps seront durs pour la presse alternative. Publications

critiques, elles sont les plus exposées à fournir des informations censurées par le gouvernement ; par là-même, la presse alternative explore constamment les marges de la légalité, à ses dépens parfois. Des numéros entiers de *Weekly Mail* et de *New Action* ont été confisqués -ce qui constitue une perte financière majeure à la fois en termes de ventes directes et de recettes publicitaires. Le fait qu'un jugement ultérieur établisse que l'action du gouvernement était illégale, est d'un maigre réconfort car il ne peut compenser le dommage financier ainsi infligé sans pour autant exclure la menace d'une suspension temporaire.

On peut être pessimiste quant à l'avenir de la presse alternative en Afrique du Sud. Néanmoins, la rapidité d'émergence de l'actuelle vague de publications témoigne du potentiel de la micro-édition et de son impact social virtuel : le "desktop publishing" a permis à cette presse, après avoir fait face à des vagues successives d'interdiction, de retrouver ses lecteurs.

D'une certaine façon, il semblerait que cela contribue "à changer la vie", même si cela ne correspond pas tout à fait à la "culture d'entreprise" véhiculée par les messages publicitaires Pepsi-Cola.